

## CE MONDE QUI BOUGE

Égypte, le sacre programmé  
d'Abdelfatah Sissi

Jouissant d'une popularité que même ses adversaires et ses ennemis ne lui contestent pas, sacré avant même l'annonce des résultats, ce qui lui a permis de faire l'économie d'une campagne électorale – le maréchal Abdelfatah Sissi n'a pratiquement tenu aucune réunion électorale – le tombeur du président Mohamed Morsi redoutait plus que tout la faiblesse de la participation. En effet, cette popularité bien réelle est une arme à double tranchant. Jugeant que Sissi n'avait pas d'adversaire en mesure de le bousculer un tant soit peu et, de ce fait, sachant que l'élection présidentielle était donc pliée d'avance, de nombreux électeurs égyptiens se sont sans doute dit «à quoi bon aller voter ?». La crainte donc d'une faible participation a décidé les autorités égyptiennes à prolonger d'un jour l'élection présidentielle – au pays des pharaons on vote deux jours de suite – laquelle n'a pris fin qu'hier mercredi au moment où s'écrivait cette chronique. Mardi, le taux de participation n'était que de 37%, loin de la participation massive escomptée. Et être élu avec moins de voix que Morsi aurait fait mauvais effet.

Ainsi, grâce à cette entorse à la loi électorale consistant à prolonger d'autant la durée de l'élection présidentielle, qui ne semble choquer personne, Abdelfatah Sissi est assuré d'une participation électorale à la hauteur de la popularité dont il jouit en Égypte. Car dans le contexte de cette élection jouée d'avance, une forte participation assure une fonction de légitimation du président élu et de plébiscite.

Avec la victoire programmée de Sissi, une page de l'histoire mouvementée de l'Égypte depuis la chute de Moubarak est en train de se refermer. La révolte de Tahrir, l'exceptionnelle mobilisation populaire de l'année 2011 contre Moubarak, puis celle aussi exceptionnelle contre les dérives du régime Morsi en 2012-2013, ne seront, dans quelques jours, plus qu'une parenthèse.

Depuis juillet 2013, la donne a changé : plus de 41 000 personnes dont plus de 5 000 étudiants ont été arrêtées, à la suite des manifestations de protestation contre la mise à l'écart de Morsi organisées par la confrérie des Frères musulmans. Et du fait du terrorisme d'Ansar Beit el Makdes, qui a revendiqué plusieurs attaques et attentats particulièrement sanglants contre les forces de sécurité, le régime égyptien a durci davantage sa répression comme en témoignent ces deux procès monstres expéditifs où des centaines d'islamistes ont été condamnés à la peine de mort. La répression s'est également étendue au Mouvement du 6 avril, l'un des acteurs majeurs de la chute de Moubarak mais aussi de celle de Mohamed Morsi, vient d'être interdit d'activité pour avoir organisé des manifestations dénonçant l'autoritarisme, les atteintes aux libertés chèrement payées. Plusieurs de ses membres, dont la jeune avocate Mahienour Al Masry, une des animatrices en 2012-13 à Alexandrie des révoltes de la jeunesse contre le président Morsi et les Frères musulmans, a été condamnée le 20 mai à deux ans de prison pour avoir participé à une manifestation exigeant la libération de ses camarades ! D'autres jeunes sont dans le collimateur de la justice. Ce processus répressif n'est pas sans rapport également avec la détérioration de la situation sociale et économique. En effet, dans un contexte de montée des tensions sociales et d'insécurité, les conditions socioéconomiques poursuivent leur dégradation : la croissance reste fragile, le déficit budgétaire (13% du PIB) est trop élevé pour être tenable et la dette publique est passée de 78,6% en juin 2012 à 87,1% du PIB en juin 2013 avec un service des intérêts s'élevant à 8,4% du PIB. Seule lueur d'espoir ayant permis au Caire de respirer, cette arrivée massive de fonds en provenance des pays du Golfe pour un montant total de 16 milliards de dollars (Émirats arabes unis pour 7 milliards de dollars, Arabie Saoudite pour 5 milliards de dollars et Koweït pour 4 milliards de dollars). En parallèle, le taux de chômage augmente (39% des jeunes 20-24 ans sont sans emploi), et les écarts de revenus entre les zones rurales et urbaines restent élevés.

De ce fait, pour les autorités égyptiennes, une reprise en main musclée semble un corollaire indispensable à la remise en marche de la machine économique. Mais chacun sait que la répression n'est pas bonne conseillère surtout quand il s'agit de remettre un pays sur les rails du développement et du progrès social.

H. Z.



Par Hassane Zerrouky

## EXAMEN DE FIN DE CYCLE PRIMAIRE

## Les épreuves jugées abordables

**Journée particulière hier pour les élèves de cinquième année primaire. Ils ont été les premiers à subir les examens de fin de cycle. L'émotion des parents n'avait d'égale que le stress des petits écoliers. Les épreuves, assurent-ils, étaient abordables.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Premier test décisif pour les élèves de cinquième année. Ils ouvraient hier le bal des examens de fin de cycle. Une première épreuve pour de jeunes écoliers impressionnés par le dispositif déployé.

Dès sept heures et demie, les parents accompagnant leurs enfants étaient déjà nombreux aux alentours des centres d'exams. Délivrant les derniers conseils et tentant de rassurer leur progéniture, ils étaient nombreux à ne pas dissimuler leur émotion.

Toute la matinée, les enfants ont planché sur les épreuves de langue arabe et de mathématiques. A la sortie des centres d'examen aux alentours de onze heures trente, la tension était palpable. Enseignants et parents d'élèves ont assailli les écoliers de questions : alors, c'était facile ? Tu as bien tra-

vaillé ? Questions auxquelles les enfants ont unanimement répondu par un oui. Visiblement, les sujets étaient à leur portée. En langue arabe, ils ont eu affaire à un texte relatif aux bienfaits de la lecture avec les traditionnelles questions relatives à la compréhension du texte.

En mathématiques, les élèves de cinquième année ont eu droit à quatre exercices et un problème qu'ils ont également trouvé abordables. Enseignants et parents avaient cependant hâte de vérifier les brouillons des enfants visiblement soulagés d'avoir terminé les épreuves de la matinée avant d'entamer celle de langue française. Ils étaient 645 965 candidats à l'échelle nationale à avoir subi hier les examens de fin de cycle primaire. Pour assurer le bon déroulement de l'examen, plus de 81 000 surveillants, 15 000



Photo : Newpress

**Ils étaient 645 965 candidats à subir l'examen de 6<sup>e</sup>.**

correcteurs et 3 350 observateurs ont été mobilisés.

Pour accéder au collège, les candidats devront obtenir une moyenne égale ou supérieure à 5 sur 10. La moyenne sera calculée sur la base de la moyenne annuelle de l'année scolaire ajoutée à la moyenne générale de l'examen divisée par deux. Les résultats seront annoncés le 14 juin prochain. Les élèves n'ayant pas réussi à obtenir la moyenne requise

bénéficient d'une deuxième chance avec une session de rattrapage prévue le 25 juin prochain et seront fixés sur leur sort le 7 juillet.

Cette session instaurée par arrêté ministériel du 6 mars 2005 pourrait cependant être supprimée car jugée inutile. L'année dernière, le taux de réussite lors de la première session de l'examen de fin de cycle primaire était de 76,07%.

N. I.

## EN RAISON DU MANQUE D'ENSEIGNANTS DU PRIMAIRE AU SUD

Pas d'épreuve de français  
aux examens de fin de cycle primaire

**Contrairement aux élèves des autres régions du pays, ceux du Sud et des Hauts-Plateaux ne passent pas l'épreuve de français à l'examen de fin de cycle primaire. Cette situation, selon les syndicats du secteur, n'est pas inédite et est même devenue courante au cours des dernières années.**

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Alors que la ministre de l'Éducation avait déclaré à la veille de l'examen de fin de cycle primaire que les candidats du sud du pays et des Hauts-Plateaux examineront dans l'ensemble des matières, les syndicats du secteur affirment, pour leur part, qu'un grand nombre de candidats de ces régions ne passent plus l'épreuve de français depuis quelques années déjà. Pour les syndicats, il ne s'agit pas d'une décision logique. Selon M. Amrioui, porte-parole du

l'Unpef, la situation des élèves dans les régions du sud du pays et des Hauts-Plateaux doit être prise en considération. Il précisera, néanmoins, qu'ils ne doivent être privés d'aucune matière lors des examens. Selon le syndicaliste, cette situation ne manquera pas de se répercuter sur leurs résultats scolaires dès qu'ils atteignent le niveau moyen ou secondaire.

Il ajoutera que ces élèves n'obtiennent pas une moyenne complète. «Nous avons toujours revendiqué l'égalité des

chances pour tous les élèves», a déclaré le syndicaliste. Il précisera, par ailleurs, que cette situation résulte du manque d'enseignants notamment de français dans ces régions. «Nous avons évoqué ce problème à maintes reprises avec la tutelle, en vain», souligne M. Amrioui. Pour sa part, Meziane Meriane, coordinateur du Snapest, dira qu'il s'agit d'une injustice. «Une mesure pareille si elle venait à être appliquée devrait être uniformisée sur tout le territoire national.

Ce n'est certainement pas une solution logique», a expliqué Meziane Meriane. Ce dernier dira, en outre, qu'un grand nombre d'enseignants souhaitent enseigner au sud du pays et ne peuvent cependant accéder à ces postes, en précisant que ces postes ne sont pas

proposés du fait que la tutelle ne les accompagne pas par des logements de fonction. «Ce sera une aberration si les candidats ne passent pas l'épreuve de français en raison du manque d'enseignants», a souligné le syndicaliste. Pour sa part, M. Boudiba, porte-parole du Cnapest, confirmera que les candidats notamment de l'examen de fin de cycle primaire sont dispensés de l'épreuve de français en raison du problème du manque d'encadrement dans cette matière. Il citera ainsi les wilayas d'El Oued, de Ouargla et de Djelfa. Selon lui et dans chacune de ces wilayas, au moins 1 000 élèves sont concernés par la mesure selon les établissements où le français a été dispensé ou non.

F.-Z. B.

## GHARDAÏA

## Troisième nuit de garde à vue pour Hadjadj

**Nacer-Eddine Hadjadj, le cadre du RCD interpellé dans la soirée de lundi à mardi, a passé, hier, sa troisième nuit au niveau du commissariat de Berriane, dans la wilaya de Ghardaïa. Le procureur, qui devait entendre le prévenu hier mercredi, a décidé de le différer d'un jour pour entendre deux témoins, les frères Debbouz, dont l'un n'est autre que le président du bureau d'Alger de la Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme.**

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)** - Rocambolesque que cette situation où ça cafouille grave autour d'une interpellation qui, à l'évidence, n'est pas justifiée par des faits dûment avérés. Il y a en effet à noter une discordance dans la démarche de la police qui a procédé à l'interpellation d'un individu soupçonné de s'être rendu coupable de comportements violents et un tribunal qui se refuse à toute inculpation hâtive. Le procureur de la République près

le tribunal de Berriane, qui doit se prononcer sur une affaire en tout point délicate, n'a pas souhaité précipiter son verdict.

L'accusé, Nacer-Eddine Hadjadj, ancien P/APC de Berriane et cadre du RCD, s'estime victime d'une cabale et son parti dénonce en l'interpellation une provocation. Le procureur près le tribunal de Berriane a demandé à entendre, outre Debbouz Mohammed, professeur de physique et ami de l'accusé, un deuxième

témoin, Salah Debbouz, avocat et président de la Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme, une aile réfractaire à celle de Benissad. Cette méticulosité de la justice a fait que l'accusé passe sa troisième nuit au commissariat de police.

Une détention qui n'a pas manqué de soulever l'ire des Mozabites de Ghardaïa. Un rassemblement de soutien a été organisé devant le tribunal de Berriane, entre 11 h et 12 h 30. Un rassemblement pacifique, qui sera réédité aujourd'hui, à l'occasion de l'audience du prévenu et des témoins. Une délégation de hauts responsables du RCD s'est rendue à Berriane pour, outre apporter le soutien au prévenu, s'informer de plus près de cette rocambolesque interpellation aux dessous troubles.

S. A. I.